



Association des anciens
prisonniers politiques de
Struthof-Natzweiler



Communiqué de

presse – sous embargo 27/11/02

Front (peu) commun contre l'impunité

Mercredi 27 novembre 2002, Palais de Justice, Bruxelles

Rassemblement associatif, syndical et citoyen d'appel à la construction d'une justice internationale et de soutien à la loi belge de compétence universelle

Cette action, située dans le cadre de la campagne « *Pas de soutien pour la dictature birmane, Pas d'impunité pour leurs complices* », est portée par les organisations et associations suivantes :

- Actions Birmanie
- les Magasins du Monde-OXFAM
- La FGTB, la CSC et le MOC
- les victimes du travail obligatoire en 1940-45 (Association des anciens prisonniers du camp de Natsweiler-Struthof)
- Attac
- la Ligue des Familles
- La Ligue des Droits de l'Homme
- la Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme

Par cette action, les associations et organisations présentes souhaitent :

- **soutenir, en particulier,** le suivi de la plainte, déposée à Bruxelles, contre TotalFinaElf pour complicité de crimes contre l'humanité commis en Birmanie. Il nous semble inacceptable qu'une multinationale soit, en toute impunité, complice de crimes contre l'humanité par ses investissements extérieurs.
- **et plus généralement,** soutenir la loi belge de compétence universelle, actuellement mise à mal par des groupes de pression tels que la FEB.

A l'instar des travailleurs, familles, associations et citoyens qui participent au rassemblement, les victimes du travail obligatoire en 1940-45 en Allemagne se veulent solidaire des victimes du travail forcé en Birmanie, en 2002.

Nous demandons la **mise en œuvre du mécanisme de compétence universelle** dans le cas particulier de cette plainte et demandons l'octroi **de moyens suffisants à la justice** pour la mise en œuvre de cette loi. Nous souhaitons ainsi exprimer à nos responsables politiques et judiciaires le souci des

citoyens pour une participation belge à la construction d'une justice internationale. Pour cela, les lois « interprétatives » qui permettront de sauver notre loi de compétence universelle doivent être votées avant la fin de la législature !

Sur les marches du Palais de Justice, les représentants d'Actions Birmanie et des Magasins du Monde-Oxfam remettront au Procureur du Roi les cartes que lui adressent des milliers de citoyens dans le cadre de la campagne « *Pas de soutien à la dictature birmane. Pas d'impunité pour ses complices* ». Les cartes adressées au directeur de TotalFinaElf auront préalablement été remise au siège bruxellois de la société. Les associations et organisations partenaires de cette action souhaitent de cette manière responsabiliser les acteurs économiques belges et européens face à leurs investissements extérieurs.

Une conférence de presse sera tenue immédiatement après cette action symbolique : chaque organisation y exprimera ses sensibilités propres par rapport à cette action.

Programme :

12h30, siège de TotalFinaElf, Rue de l'Industrie, 52 : Remise des cartes signées par des milliers de citoyens et adressées à Thierry Desmaret. (Campagne « Pas d'impunité »)

13h00, Palais de Justice (marches) : Rassemblement citoyen, associatif et syndical.

- Rassemblement des associations, de leurs militants et de citoyens responsables
- Remise des cartes adressées au Procureur fédéral sur les marches du Palais de Justice.
- Conférence de presse dans la salle des pas perdus du Palais de Justice.

Contact presse :

Actions Birmanie : Gaëtan Vanloqueren 0485/50.88.83 – 02/734.69.26

Gaetan.vanloqueren@advalvas.be

Magasins du Monde-Oxfam : Laurence Doods 02/ 332 01 10

GSM :0475/51.05.06 laurence.doods@mdmoxfam.be **Carte et Matériel visuel**

de campagne :

www.birmanie.net - www.madeindignity.be